

**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE**  
**ADMINISTRATION COMMUNALE DE SAINT-JOSSE-TEN-NOODE**

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal

**Présents**

Ahmed Medhoune, *Président du Conseil* ;  
Emir Kir, *Bourgmestre* ;  
Philippe Boïketé, Nezahat Namli, Mohammed Jabour, Kadir Özkonakci, Loubna Jabakh, Dorah Ilunga Kabulu, Lydia Desloover, *Échevin(e)s* ;  
Abdesselam Smahi, Frédéric Roekens, Zoé Genot, Halil Disli, Luc Frémal, Ahmed Mouhssin, Serob Muradyan, Safa Akyol, Hatice Özlücanbaz, Hayat Mazibas, Muhamet Begaj, Malika Mhadi, Ismail Luahabi, Yves Bassambi, Jean-Michel Muhire, Pascal Lemaire, Elodie Cornez, *Conseillers communaux* ;  
Patrick Neve, *Secrétaire communal*.

**Excusés**

Geoffroy Clerckx, Thierry Balsat, Pauline Warnotte, *Conseillers communaux*.

**Séance du 11.12.19**

---

**#Objet : Déclaration d'urgence climatique et environnementale; motion déposée par les groupes L.B., CdH et ECOLO-GROEN.#**

---

Séance publique

Le Conseil communal,

Considérant que l'ONU a déclaré l'état d'urgence climatique ce 23 septembre suite au Sommet Action Climat 2019 ;

Considérant les différents engagements nationaux et internationaux pris par la Belgique visant à préserver la biodiversité et à lutter contre le changement climatique et notamment :

- les différentes conventions internationales signées par la Belgique et plus particulièrement les engagements pris dans l'Accord de Paris, signé le 12 décembre 2015 lors de la 21<sup>ème</sup> Conférence des Parties (COP) à la Convention Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques ;

- la résolution interparlementaire sur le climat adoptée le 9 novembre 2018 par le Parlement régional bruxellois appelant les gouvernements fédéral, régionaux et communautaires à poser les jalons d'une action transversale en matière climatique et notamment à mettre l'accent sur les objectifs européens pour 2030 au sujet de la réduction des gaz à effet de serre et d'être encore plus ambitieux que la réduction de 40% par rapport à 2005 pour 2030 prévue par les accords de Paris ;

- les objectifs contenus dans le Plan National Intégré Énergie Climat adopté le 19 décembre 2018 par le comité de concertation réunissant l'État fédéral et les entités fédérées et dans le Plan Air-Climat-Énergie adopté le 2 juin 2016 par le gouvernement régional bruxellois ;

Considérant l'actualité des derniers mois, montrant que la dégradation de la biosphère devient de plus en plus visible, que les conséquences environnementales des activités humaines (pollution, risques sanitaires, déforestation, surconsommation entre autres) sont bien présentes et sont néfastes tant pour la planète que pour nous tou.t.e.s ;

Considérant que nous sommes au beau milieu d'une sixième extinction de masse ; que des phénomènes météorologiques extrêmes provoquent la disparition massive d'animaux sauvages et que des conflits, notamment armés, dévastent notre environnement bâti et menacent nos réserves d'eau et de nourriture ;

Considérant les avertissements répétés des rapports scientifiques et académiques sur les risques irréversibles qu'encourt notre humanité à défaut d'actions rapides et décisives, dont notamment les récents rapports du Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat (GIEC) et le récent rapport de la Plateforme Intergouvernementale sur la Biodiversité et les Services Écosystémiques (IPBES) ;

Considérant que les mesures d'atténuation et d'adaptation peuvent être porteuses de nombreux co-bénéfices notamment en matière de santé et de qualité de vie ;

Considérant l'analyse de la Banque mondiale qui estime que, dans les 30 prochaines années, le nombre de réfugiés climatiques dépassera les 140 millions ;

Considérant que l'empreinte carbone des populations les plus riches est supérieure à celle des populations les plus pauvres et que ce sont ces dernières qui en subissent les conséquences ;

Considérant que les logiques industrielles qui sont l'une des principales causes de la crise environnementale provoquent également la précarisation des conditions de travail, impactant de ce fait tant le milieu de vie que les conditions sociales des populations les moins favorisées.

Considérant les mobilisations nationales et internationales pour le climat des derniers mois (« Claim for the climate », « Youth for Climate », « Rise for the climate » and « Fridays for the future ») exigeant que la protection du climat et de la biodiversité soit reconnue comme un enjeu politique prioritaire et que des mesures concrètes, rapides et ambitieuses soient prises ;

Considérant qu'une des revendications de ces mouvements est la déclaration de l'urgence climatique, soit le fait de reconnaître que la lutte contre le réchauffement climatique et la protection de l'environnement est un enjeu majeur du 21<sup>ème</sup> siècle, qui doit devenir une priorité de l'agenda politique avec des mesures concrètes rapides et ambitieuses pour le climat et commencer au niveau local ;

Considérant l'impact du dérèglement climatique sur le territoire de la commune de Saint-Josse comme en témoignent la multiplication des épisodes de canicule et l'augmentation prévisible de l'intensité des pluies et donc des inondations ainsi que l'impact des pics de pollution de l'air sur la santé publique ;

Considérant que les populations les plus impactées par les dérèglements climatiques, en Belgique et ailleurs sur la planète, sont les personnes les plus précarisées ;

Considérant le rôle important que les entités locales ont à jouer dans la lutte contre le dérèglement climatique étant donné l'impact concret et immédiat de leurs politiques sur leur territoire ;

Inquiets pour la santé de nos habitants, en matière de qualité de l'air, particulièrement au vu de la qualité généralement médiocre des communes centrales de la Région bruxelloise ;

Considérant la note de politique générale de la Commune de Saint-Josse-ten-Noode qui exprime une politique volontariste de limiter au maximum le changement climatique et transmettre une planète viable aux générations futures ;

## DÉCIDE

1. De déclarer la Commune en état d'urgence climatique et environnementale et de reconnaître, tant l'accroissement des effets du changement climatique, que l'effondrement des écosystèmes naturels ainsi que leurs graves conséquences humanitaires, sociales et sanitaires;

De déclarer que l'état d'urgence climatique et environnementale doit obligatoirement s'accompagner d'une lutte contre les inégalités sociales et de la nécessité d'associer tous les habitants, en particulier les plus fragiles et les plus précarisés, aux objectifs poursuivis par la présente motion ;

De veiller à ce que la lutte contre les causes et les effets de la crise environnementale ne se fasse pas en pénalisant les habitants les plus précaires;

## 2. De demander

### Aux institutions de l'Union européenne :

a) De veiller au strict respect par tous les États membres des objectifs contraignants que s'est fixée l'Union européenne dans le cadre de son approche intégrée de lutte contre le réchauffement climatique, de politique énergétique et de protection de la biodiversité, à savoir :

- Une réduction des émissions de gaz à effet de serre d'au moins 80% en 2050 (par rapport à 2005);
- Tendre vers une diminution de 55% la production de gaz à effet de serre d'ici 2030 (par rapport à 1990) ;
- Respecter l'objectif contraignant pour l'Union européenne de 32% d'approvisionnement énergétique provenant de sources d'énergies renouvelables ;
- Respecter l'objectif d'au moins 32,5% d'amélioration de l'efficacité énergétique globale et réaliser jusqu'en

2030 des économies d'énergie annuelles à hauteur de 0,8% ;

- Consacrer au moins 25 % de son prochain budget aux activités liées au climat.
- b) De renforcer la pertinence climatique du budget de l'Union européenne, en intégrant les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre dans les différents programmes d'action de l'Union européenne afin d'accélérer la transition vers une économie européenne à bas carbone ;
- c) De respecter les ambitions du Plan d'action pour le milieu naturel, la population et l'économie de 2017.

Au gouvernement fédéral :

a) De prendre les mesures nécessaires afin de remplir les objectifs généraux de la politique climatique de la Belgique, à savoir:

- Réduire les émissions de gaz à effet de serre de la Belgique d'au moins 80% en 2050 (par rapport à 2005);
- Tendre vers une diminution de 50% de la production de gaz à effet de serre d'ici 2030 (par rapport à 1990) ;
- Respecter l'objectif contraignant pour l'Union européenne de 32% d'approvisionnement énergétique provenant de sources d'énergies renouvelables ;
- Respecter l'objectif d'au moins 32,5% d'amélioration de l'efficacité énergétique globale et réaliser jusqu'en 2030 des économies d'énergie annuelles à hauteur de 0,8% ;

b) De collaborer pleinement avec les entités fédérées et toute autre institution concernée afin de réaliser conjointement les engagements collectifs pour le climat ;

c) De soutenir et développer les initiatives visant à la multimodalité, y compris le réseau et l'offre des transports publics, afin de lutter contre l'engorgement automobile et de favoriser un report modal efficace ;

d) D'assurer la rénovation durable du bâti public et privé et soutenir, dans ce cadre, les ménages qui éprouvent des difficultés financières à mener à bien de tels investissements ;

e) D'établir une politique de désinvestissement fossile (par exemple en se désengageant de placements auprès d'entreprises impliquées dans l'extraction de combustibles fossiles notamment dans le cadre des fonds de pensions des fonctionnaires et des personnes engagées dans les organismes d'intérêt publics) ;

f) De rejoindre la « Paris Proof Coalition » des 8 pays européens les plus ambitieux en matière climatique qui plaident pour une hausse immédiate des objectifs européens de réduction des gaz à effet de serre à l'horizon 2030 ;

g) De réorienter les investissements et subventions publiques en faveur du financement de projets de recherche, de développement et d'innovation dans les secteurs de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables ;

h) De soutenir les initiatives afin de renforcer l'accès à l'eau pour tous et de lutter contre la précarité hydrique, notamment par la mise en oeuvre d'un statut de client protégé par les distributeurs d'eau.

Au gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles/Cocof/Vlaams Gemeenschapscommissie :

- D'encourager les initiatives pédagogiques concernant la lutte contre le réchauffement climatique et l'effondrement des écosystèmes naturels dans les établissements scolaires afin de soutenir les élèves dans leur ambition d'être des acteurs conscients, formés et responsables face à cet enjeu primordial du 21ème siècle.

Au gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

- De s'engager à participer pleinement aux structures de coordination instituées par la loi-climat dès son adoption par la Chambre des représentants et à réaliser les engagements collectifs pour le climat ;

- De poursuivre les efforts entamés à l'occasion de la création de la zone de basse émission en Région bruxelloise pour réduire les émissions des véhicules automobiles recourant aux énergies fossiles ;

- De promouvoir et étoffer l'offre de transports en commun afin d'améliorer le confort, la fréquence et le maillage du territoire de la Région bruxelloise et de permettre un réel report modal;

- De poursuivre la mise en oeuvre d'une politique vélo intégrée ;

- D'assurer une rénovation progressive de l'ensemble des bâtiments publics et d'en améliorer la gestion énergétique ainsi que d'assurer un maximum d'approvisionnement en énergies renouvelables ;

- D'établir une politique régionale de désinvestissement fossile (par exemple en se désengageant de placements auprès d'entreprises impliquées dans l'extraction de combustibles fossiles notamment dans le cadre des fonds de pensions des fonctionnaires bruxellois et des membres du personnel des organismes d'intérêt public dépendant de la RBC ainsi qu'en retirant tous les investissements des organismes régionaux de l'industrie du charbon, dans un délai de 3 ans).

Au collège des Bourgmestre et Échevins de la Commune de Saint-Josse-ten-Noode :

- De déclarer l'état d'urgence climatique et environnementale en reconnaissant l'accentuation des effets du changement climatique et de l'effondrement des écosystèmes naturels et leurs graves conséquences et notamment sociales. De cette manière, soutenir tous et toutes les citoyen.ne.s tennodois.es qui participent aux marches pour le climat. Et au-delà du point de vue symbolique, encourager les initiatives pédagogiques concernant la lutte contre le réchauffement climatique et l'effondrement des écosystèmes naturels dans les établissements scolaires communaux et auprès de la jeunesse afin de les aider à être des acteurs conscients, formés et responsables face à cet enjeu majeur du 21ème siècle ;
- D'adopter un Plan climat se fixant, comme principes directeurs, les éléments de la Note d'orientation politique communale et, dans ce cadre:
  - o Tendre vers la neutralité carbone à l'horizon 2030 ;
  - o Réduire la consommation énergétique des bâtiments communaux notamment par une politique volontariste de rénovation du bâti et d'approvisionnement énergétique en sources d'énergies renouvelables ;
  - o Guider et accompagner le changement en matière de mobilité notamment en adaptant les infrastructures routières, cyclables et piétonnes de la commune aux besoins des usagers faibles et en incitant les citoyen.ne.s et les entreprises présent.e.s sur le territoire de la commune à favoriser le covoiturage, l'utilisation des transports publics;
  - o Privilégier les placements financiers à faible impact carbone, ou investissant en faveur de la transition écologique et solidaire ;
  - o Favoriser les pratiques d'économie circulaire au sein de l'administration communale et auprès des citoyen.n.e.s tennodois.es;
  - o Diminuer l'empreinte hydrique de l'administration communale notamment en favorisant la réutilisation de l'eau de pluie et en réutilisant l'eau des chantiers ;
  - o Augmenter la place de la nature en ville afin de préserver la biodiversité mais aussi de lutter contre la pollution et les îlots de chaleur et de diminuer les températures lors des épisodes de canicule ;
  - o Soutenir une politique de lutte contre les déperditions énergétiques au sein des écoles par une meilleure isolation du bâti et une verdurisation des cours de récréation.
  - o Impliquer et soutenir les habitants et les acteurs du monde économique, associatif, culturel, etc. dans les efforts de transition écologique et sociale ;
  - o Continuer à sensibiliser le plus largement possible le public tennodois sur les enjeux de la crise environnementale, et les initiatives publiques de soutien existantes notamment le Guichet Prime mis en place par la commune pour faire face aux enjeux climatiques et écologiques tout en maintenant le pouvoir d'achat ;
  - o Continuer à encourager les initiatives pédagogiques concernant la lutte contre le réchauffement climatique et l'effondrement des écosystèmes naturels dans les établissements ;
  - o Inclure dans la flotte communale, des véhicules électriques, hybrides et pour les utilitaires, au gaz naturel ;
  - o Favoriser les appels à projet visant à la transition écologique et solidaire et réserver une partie des subsides communaux à cette fin ;
  - o Intégrer dans l'ensemble des accords de partenariat conclus ou à conclure par la commune des clauses visant à une transition écologique et solidaire ;
- D'appliquer de manière transversale au sein de l'administration communale de Saint-Josse-ten-Noode à l'ensemble des projets menés par la Commune une clef de lecture visant à transition durable, solidaire, démocratique vers une société respectueuse de la terre et de ses habitant.e.s.

#### Au Centre Public de l'Action Sociale :

De continuer à inclure dans le plan local de lutte contre la précarité, un renforcement des mesures d'accompagnement et d'aide à destination des publics fragilisés en matière énergétique, hydrique, d'isolation, etc...

26 votants : 26 votes positifs.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,  
(s) Patrick Neve

Le Président,  
(s) Ahmed Medhoune

POUR EXTRAIT CONFORME  
Saint-Josse-ten-Noode, le 28 janvier 2020.

Par ordonnance :  
Le Secrétaire communal,

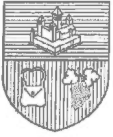
Patrick Neve



Le Collège des  
Bourgmestre et Echevins,  
L'Echevin(e) délégué(e),

Mohammed Jabour





**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST  
GEMEENTEBESTUUR VAN SINT-JOOST-TEN-NODE**

Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad

- Aanwezig** Ahmed Medhoune, *Voorzitter van de Raad* ;  
 Emir Kir, *Burgemeester* ;  
 Philippe Boïketé, Nezahat Namli, Mohammed Jabour, Kadir Özkonakci, Loubna Jabakh, Dorah Ilunga Kabulu, Lydia Desloover, *Schepenen* ;  
 Abdesselam Smahi, Frédéric Roekens, Zoé Genot, Halil Disli, Luc Frémal, Ahmed Mouhssin, Serob Muradyan, Safa Akyol, Hatice Özlücanbaz, Hayat Mazibas, Muhamet Begaj, Malika Mhadi, Ismail Luahabi, Yves Bassambi, Jean-Michel Muhire, Pascal Lemaire, Elodie Cornez, *Gemeenteraadsleden* ;  
 Patrick Neve, *Gemeentesecretaris*.
- Verontschuldigd** Geoffroy Clerckx, Thierry Balsat, Pauline Warnotte, *Gemeenteraadsleden*.

**Zitting van 11.12.19**

---

**#Onderwerp : Verklaring van klimatologische en ecologische urgentie; motie ingediend door de groepen L.B., CdH et ECOLO-GROEN.#**

---

Openbare zitting

De Gemeenteraad,

Overwegende dat de Verenigde Naties op 23 september na de Klimaatop van 2019 de klimatologische noodtoestand hebben uitgeroepen;

Overwegende de verschillende nationale en internationale verbintenissen die België is aangegaan om de biodiversiteit te behouden en in het bijzonder de klimaatverandering te bestrijden en met name :

- de verschillende internationale verdragen die door België zijn ondertekend en meer in het bijzonder de verbintenissen die werden aangegaan in het Akkoord van Parijs, dat op 12 december 2015 werd ondertekend op de 21e Conferentie van de Partijen (COP) bij het Raamverdrag van de Verenigde Naties inzake klimaatverandering;
- de interparlementaire resolutie over het klimaat die op 9 november 2018 door het Brussels gewestelijk parlement werd aangenomen en waarin de federale, gewestelijke en communautaire regeringen worden opgeroepen om de basis te leggen voor transversale actie op het gebied van klimaatverandering en zich in het bijzonder te concentreren op de Europese doelstellingen voor 2030 voor de vermindering van de uitstoot van broeikasgassen, en om nog ambitieuzer te zijn dan de reductie van 40% ten opzichte van 2005 voor 2030 voorzien in de akkoorden van Parijs;
- de doelstellingen van het Nationaal Geïntegreerd Energie-Klimaatplan dat op 19 december 2018 werd aangenomen door het overlegcomité van de federale staat en de deelentiteiten en van het Lucht-Klimaat-Klimaat-Energieplan dat op 2 juni 2016 door de Brusselse gewestelijke regering werd aangenomen;

Overwegende de actualiteit van de afgelopen maanden waaruit blijkt dat de achteruitgang van de biosfeer hoe langer hoe meer zichtbaar wordt, dat de gevolgen van menselijke activiteiten voor het milieu (o.a. vervuiling, gezondheidsrisico's, ontbossing, overconsumptie) aanwezig zijn en schadelijk zijn voor zowel de planeet als voor ons allemaal;

Overwegende dat we ons midden in een zesde massa-uitsterving bevinden; dat extreme weersomstandigheden het massale verlies van wilde dieren en conflicten veroorzaken, waaronder gewapende conflicten, onze bebouwde en natuurlijke omgeving verwoesten en onze water- en voedselvoorziening bedreigen;

Overwegende de herhaalde waarschuwingen in wetenschappelijke en academische rapporten over de onomkeerbare risico's voor onze mensheid als er niet snel en doortastend wordt opgetreden, met name de recente

rapporten van de Intergouvernementele Werkgroep inzake Klimaatverandering (IPCC) en het recente rapport van het Intergouvernementeel Platform voor Biodiversiteit en Ecosysteemdiensten (IPBES);

Overwegende dat mitigatie- en aanpassingsmaatregelen veel nevenvoordelen kunnen opleveren, met name op het gebied van gezondheid en levenskwaliteit;

Overwegende de analyse van de Wereldbank, die schat dat het aantal klimaatvluchtelingen de komende 30 jaar meer dan 140 miljoen zal bedragen;

Overwegende dat de koolstofvoetafdruk van de rijkste bevolkingen groter is dan die van de armste bevolkingen en het deze laatste zijn die de gevolgen daarvan ondervinden;

Overwegende dat de industriële logica die één van de voornaamste oorzaken is van de milieucrisis ook de precare werkomstandigheden veroorzaakt, en dus zowel het leefmilieu als de sociale omstandigheden van de minst begunstigde bevolkingsgroepen beïnvloedt;

Overwegende de nationale en internationale klimaatmobilisaties van de afgelopen maanden ("Claim for the climate", "Youth for Climate", "Rise for the climate" en "Fridays for the future"), waarin wordt geëist dat de bescherming van het klimaat en de biodiversiteit worden erkend als een prioritaire politieke kwestie en dat concrete, snelle en ambitieuze maatregelen zouden worden genomen;

Overwegende dat één van de eisen van deze bewegingen de verklaring van de urgentie op het vlak van klimaatverandering is; namelijk het feit dat de strijd tegen de opwarming van de aarde en de bescherming van het milieu een belangrijke uitdaging is van de 21ste eeuw, die een prioriteit dient te worden op de politieke agenda met snelle en ambitieuze concrete maatregelen voor het klimaat en moet starten op lokaal niveau;

Overwegende de impact van de klimaatverandering op het grondgebied van de gemeente Sint-Joost, zoals blijkt uit de toename van het aantal hittegolven en de te verwachten toename van de intensiteit van de regenval en dus van de overstromingen, alsook de gevolgen van de pieken in de luchtverontreiniging voor de volksgezondheid;

Overwegende dat de bevolking die het meest getroffen wordt door klimaatverandering, zowel in België als elders in de wereld, de bevolking is met de meest precare leefomstandigheden;

Overwegende de belangrijke rol die lokale entiteiten moeten spelen in de strijd tegen klimaatverandering, gezien de concrete en onmiddellijke impact van hun beleid op hun grondgebied;

Bezorgd om de gezondheid van onze inwoners, op het vlak van luchtkwaliteit, vooral gelet op de over het algemeen matige kwaliteit van de centrale gemeenten van het Brussels Gewest;

Overwegende de algemene beleidsnota van de Gemeente Sint-Joost-ten-Node, die een voluntaristisch beleid uitdrukt om de klimaatverandering zoveel mogelijk te beperken en een levensvatbare planeet over te dragen aan toekomstige generaties;

## BESLIST

1. De Gemeente in een staat van klimatologische en ecologische noodsituatie te verklaren en om zowel de toename van de effecten van klimaatverandering en de ineenstorting van natuurlijke ecosystemen als hun ernstige humanitaire, sociale en gezondheidsgevolgen te erkennen;

Om te verklaren dat de klimatologische en ecologische noodtoestand verplicht gepaard dient te gaan met een strijd tegen sociale ongelijkheden en de noodzaak om alle inwoners, met name de meest kwetsbare en precare, te betrekken bij de doelstellingen van deze motie;

Om ervoor te zorgen dat de strijd tegen de oorzaken en gevolgen van de milieucrisis niet wordt gevoerd door de meest kwetsbare bewoners te straffen.

## 2. Te vragen

### Aan de instellingen van de Europese Unie :

a) Zorgen voor strikte naleving door alle lidstaten van bindende doelstellingen die door de Europese Unie zijn vastgesteld als onderdeel van haar geïntegreerde aanpak ter bestrijding van de opwarming van de aarde, energiebeleid en de bescherming van de biodiversiteit, namelijk:

- Een vermindering van de uitstoot van broeikasgassen met ten minste 80% tegen 2050 (vergeleken met 2005);
- Streven naar een reductie van 55% in de productie van broeikasgassen tegen 2030 (vergeleken met 1990);
- Respecteren van de bindende doelstelling voor de Europese Unie van 32% van de energievoorziening uit



duurzame energiebronnen;

- Verwezenlijken van de doelstelling om de algehele energie-efficiëntie met ten minste 32,5% te verbeteren en tegen 2030 een jaarlijkse energiebesparing van 0,8% te behalen;
  - Besteden van ten minste 25% van het volgende budget aan klimaatgerelateerde activiteiten..
- b) Versterken van de klimaatrelevantie van de EU-begroting door de doelstellingen voor de vermindering van broeikasgasemissies te integreren in de verschillende actieprogramma's van de EU om de overgang naar een koolstofarme Europese economie te versnellen ;
- c) Respecteren van de ambities van het actieplan 2017 voor het milieu, de bevolking en de economie.

Aan de federale regering :

a) Nemen van de nodige maatregelen om de algemene doelstellingen van het Belgische klimaatbeleid te bereiken, namelijk:

- De uitstoot van broeikasgassen in België met ten minste 80% verminderen in 2050 (vergeleken met 2005);
- Streven naar een vermindering van de broeikasgasproductie met 50% tegen 2030 (vergeleken met 1990);
- Respecteren van de bindende doelstelling van de Europese Unie van 32% energievoorziening uit hernieuwbare energiebronnen;
- Voldoen aan de doelstelling om de algehele energie-efficiëntie met ten minste 32,5% te verbeteren en tegen 2030 een jaarlijkse energiebesparing van 0,8% te behalen;

b) Samenwerken met de deeltentiteiten en andere betrokken instellingen om gezamenlijk de collectieve verplichtingen voor het klimaat te realiseren;

c) Ondersteunen en ontwikkelen van initiatieven van multimodaliteit, waaronder het netwerk en de voorziening van openbaar vervoer, om verkeerscongestie te bestrijden en een modal shift te bevorderen;

d) Zorgen voor de duurzame renovatie van openbare en particuliere gebouwen en ondersteuning bieden aan huishoudens die financiële moeilijkheden ondervinden om dergelijke investeringen te verrichten;

e) Een beleid van fossiele desinvestering opstellen (bijvoorbeeld door zich terug te trekken uit investeringen in bedrijven die betrokken zijn bij de winning van fossiele brandstoffen, met name via de pensioenfondsen van ambtenaren en personen die betrokken zijn bij organisaties van openbaar belang) ;

f) Toetreden tot de "Paris Proof Coalition" van de 8 meest ambitieuze Europese landen op het gebied van klimaat, die een onmiddellijke verhoging van de Europese doelstellingen voor broeikasgasreductie eisen tegen 2030;

g) Heroriënteren van publieke investeringen en subsidies voor de financiering van onderzoeks-, ontwikkelings- en innovatieprojecten in de sectoren energie-efficiëntie en hernieuwbare energie;

h) Ondersteunen van initiatieven om de toegang tot water voor iedereen te vergroten en om wateronzekerheid te bestrijden, met name door de implementatie van een klantstatus die wordt beschermd door waterdistributeurs.

Aan de regering van de Federatie Wallonië-Brussel/Cocof/Vlaamse Gemeenschapscommissie :

- Educatieve initiatieven in onderwijsinstellingen stimuleren met betrekking tot de strijd tegen de opwarming van de aarde en de ineenstorting van natuurlijke ecosystemen om studenten te ondersteunen in hun ambitie om bewuste en verantwoordelijke actoren te zijn in deze fundamentele uitdaging van de 21ste eeuw.

Aan de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest :

- Zich ertoe verbinden om deel te nemen aan de coördinatiestructuren die zijn ingesteld door de Klimaatwet zodra deze is aangenomen door de Kamer van Volksvertegenwoordigers en om de collectieve verplichtingen voor het klimaat na te komen;

- De inspanningen voortzetten die zijn gestart met de inrichting van de lage-emissiezone in het Brussels Gewest om de uitstoot van motorvoertuigen op fossiele brandstoffen te verminderen;

- Het aanbod van openbaar vervoer promoten en uitbreiden om het comfort, de frequentie en de netwerkvorming op het grondgebied van het Brussels Gewest te verbeteren en een echte modal shift mogelijk te maken;

- De implementatie van een geïntegreerd fietsbeleid voortzetten;

- Zorgen voor een geleidelijke renovatie van alle openbare gebouwen en hun energiebeheer verbeteren en zorgen voor een maximale voorziening van hernieuwbare energiebronnen;

- Vaststellen van een regionaal beleid om investeringen in fossiele brandstoffen terug te trekken (bijvoorbeeld door zich terug te trekken uit investeringen in bedrijven die betrokken zijn bij de winning van fossiele brandstoffen, met name in het kader van de pensioenfondsen van de Brusselse ambtenaren en personeelsleden van

de belangenorganisaties RBC en de terugtrekking van alle investeringen van regionale organisaties voor kolenindustrie binnen de 3 jaar).

Aan het college van Burgemeester en Schepenen van de Gemeente Sint-Joost-ten-Node :

- De noodtoestand inzake klimaat en milieu afkondigen door de ernst van de effecten van klimaatverandering en de ineenstorting van natuurlijke ecosystemen en hun ernstige, met name sociale gevolgen te erkennen. Op deze manier worden alle burgers uit Sint-Joost en daarbuiten die deelnamen aan de klimaatmarsen ondersteund. En vanuit symbolische hoek, worden educatieve initiatieven met betrekking tot de strijd tegen de opwarming van de aarde en de ineenstorting van natuurlijke ecosystemen in gemeentelijke scholen ondersteund en wordt de jeugd bewust opgeleid en verantwoordelijkheid bijgebracht voor deze grote uitdaging van de 21ste eeuw;

- Een klimaatplan vaststellen met als richtlijnen de elementen van de Gemeenschappelijke Beleidsnota en, in deze context:

- o Streven naar koolstofneutraliteit tegen 2030;

- o Het energieverbruik van gemeentelijke gebouwen verminderen, met name door een proactief beleid voor de renovatie van gebouwen en de energievoorziening uit hernieuwbare energiebronnen;

- o Begeleiden van verandering in mobiliteit, met name door elke vorm van zachte mobiliteit te bevorderen door de weg-, fiets- en voetgangersinfrastructuur van de gemeente aan te passen aan de behoeften van zwakke weggebruikers en door burgers en bedrijven die aanwezig zijn op het grondgebied van de gemeente te bevorderen om te carpoolen, gebruik te maken van het openbaar vervoer;

- o Voorrang geven aan de financiële en economische methoden van de gemeente (door koolstofarme financiële investeringen te doen of door te kiezen voor in ecologische en solidaire investeringen) ;

- o Stimuleren van circulaire economie binnen het gemeentebestuur en onder de burgers van de gemeente;

- o Verminderen van de watervoetafdruk van het gemeentebestuur, met name door het hergebruik van regenwater te bevorderen;

- o Vergroten van milieu-inspanningen (door drinkwaterpunten in de gemeente te ontwikkelen, bomen en groene ruimten als essentiële infrastructuur in alle ontwikkelingsprojecten te beschouwen);

- o De natuur in de stad een aanzienlijk grotere plaats geven om de biodiversiteit te behouden, alsook om de vervuiling en de hitte-eilanden te bestrijden om zo de temperaturen tijdens hittegolven te verlagen;

- o Betrekken en ondersteunen van de inwoners en actoren uit de economische, associatieve, culturele wereld, enz. in ecologische en sociale transitie-inspanningen;

Het publiek zoveel mogelijk bewust maken van klimaat- en milieukwesties, individuele actiemiddelen en bestaande initiatieven voor overheidssteun (energiebonussen, enz.) om zo klimaat- en ecologische kwesties aan te pakken;

- o Aanmoedigen van educatieve initiatieven met betrekking tot de strijd tegen de opwarming van de aarde en de ineenstorting van natuurlijke ecosystemen in scholen en lokale verenigingen;

- o Systematisch integreren van milieu- en sociale clausules in openbare aanbestedingen en selectie van aanbieders;
- o Veralgemenen van het gebruik van elektrische hybride wagens en bedrijfsvoertuigen op aardgas voor de gemeentelijke vloot ;

- o Bevorderen van projectoproepen gericht op ecologische en solidariteitstransitie en reserveren van een deel van de gemeentelijke subsidies voor dit doeleinde;

- o Integreren in alle door de gemeente gesloten of nog te sluiten partnerschapsovereenkomsten van een clause gericht op ecologische en solidariteitstransitie;

- Op een transversale manier binnen het gemeentebestuur van Sint-Joost-ten-Node op alle door de gemeente uitgevoerde projecten een leessleutel toepassen die gericht is op een duurzame, solide, democratische en inspirerende overgang naar een respectvolle samenleving van de aarde en zijn inwoners.

Aan het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn :

Verder gaan met in het lokaal plan voor de bestrijding van armoede een versterking in te voeren van de begeleidings- en ondersteuningsmaatregelen voor een kwetsbaar publiek inzake energie, water, isolatie, enz.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,  
(g) Patrick Neve

De Voorzitter,  
(g) Ahmed Medhoun

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT  
Sint-Joost-ten-Node, 28 januari 2020.

In opdracht :  
De Gemeentesecretaris,

Patrick Neve



Het College van  
Burgemeester en Schepenen,  
De afgevaardigde Schepenen,

Mohammed Jabour

